

# Lutte de classe

## Quand Informations ouvrières refait l'histoire (1)

Afin de démontrer que le PT n'est pas un parti ouvrier indépendant comme il le prétend, au lendemain de son XIVe congrès qui s'est achevé semble-t-il par un vote à l'unanimité des textes présentés par sa direction sortante, l'expression n'est peut-être pas la mieux choisie, puisqu'elle se succède à elle-même depuis près de 40 ans, nous avons décidé de rédiger un texte sur la base de faits exposés dans différents articles écrits récemment par Stentor et parus dans *Informations ouvrières*.

Ce sera notre réponse politique aux méthodes méprisables qui ont conduit à l'exclusion du responsable fédéral de l'Yonne et de ses 26 camarades du PT, en mai 2005.

Nous ne prendrons que les faits les plus significatifs, les plus probants, laissant aux camarades le loisir de chercher dans les autres numéros d'*Informations ouvrières*, les articles qui s'inscrivent en totale contradiction avec la volonté prétendument affichée des dirigeants du PT de défendre inconditionnellement les intérêts des travailleurs.

Trois articles suffiront à notre démonstration.

### **Informations ouvrières n°719 du 24 novembre intitulé : *Incohérence***

Évoquant les émeutes des banlieues ouvrières, il est écrit :

« (...) *Les secteurs concernés, avec la concentration dans l'habitat, voient des familles entières frappées par un chômage de masse, touchant 30 à 40% de la population.*

*Les origines des personnes concernées, notamment « les jeunes », le jeunisme n'étant qu'un état passager, sont étrangères à cela. Issus de l'immigration, beurs, blacks, portos, ritals, espingoins, polacs, tous ont été absorbés dans le creuset national par le travail. Ils sont tous devenus Français. (...)* »

Reprenons : « *Les secteurs concernés* » par les émeutes sont durement frappées par le chômage. Mais « *les jeunes* » de ces quartiers sont « *étrangers à cela* », entendez par là, aux émeutes, puisque « *tous ont été absorbés dans le creuset national par le travail* », à moins qu'ils soient « *étrangers* » au chômage.

Donc, d'un côté Stentor explique que 30 à 40% de la population de ces quartiers est au chômage et d'un autre côté, il explique le contraire, que « *tous ont été absorbés dans le creuset national par le travail* », donc ils ne seraient pas au chômage ! A moins qu'il n'évoque implicitement une autre catégorie de la population de ces quartiers, les voyous et les dealers qui eux ne travaillent pas forcément. Cela en fait un sacré paquet de voyous et de dealers !

Car si ce ne sont ni les beurs, ni les blacks, ni les portos, ni les ritals, ni les espingoins, ni les polacs qui sont à l'origine des émeutes des banlieues puisque péremptoirement Stentor prétend que « *tous ont été absorbés dans le creuset national par le travail* », qu'ils sont « *étrangers* » aux émeutes, de qui pouvait-il donc bien s'agir ?

Des voyous, des dealers comme le soutenait à ce moment-là Sarkozy, avant de se raviser quelques semaines plus tard ? Les « *jeunes* » d'origine maghrébine ou africaine ne seraient-ils pas les premières victimes du chômage de masse qui touche 30 à 40% de la population dans certains quartiers ? Mais alors, qui sont ces 30 à 40% de chômeurs, à quelle catégorie de la population appartiennent-ils, d'où sortent-ils ? Et ces émeutiers d'où sortaient-ils ?

Stentor ne s'est pas embarrassé, il a tout simplement repris ici la position défendue par Sarkozy, selon laquelle ce sont des voyous et des dealers qui auraient provoqué ces émeutes. Même les médias ont été obligés de revenir sur cette hypothèse mensongère.

D'ailleurs il suffisait de réfléchir un instant pour démontrer le contraire et comprendre de quoi il s'agissait vraiment. En effet, quel intérêt les dealers auraient-ils eu à avoir un escadron de CRS planté jour et nuit aux pieds de leurs immeubles ? Aucun, au contraire, cela les aurait empêchés de se livrer à leur business très lucratif. Ils auraient plutôt été les premiers à empêcher tout « désordre », non ?

Ainsi, derrière un article très court et d'apparence anodin, Stentor a repris le communiqué du *Comité pour la reconquête de la démocratie* paru en première page du n°717 d'*Informations ouvrières* du 10 novembre 2005, qui avait cru bon de ne pas condamner fermement le recours par le gouvernement Chirac-de Villepin à la loi du 3 avril 1955 établissant l'état d'urgence, se contentant d'exprimer « *sa plus vive préoccupation* », « *ses plus vives inquiétudes* », se livrant à un consensus honteux avec l'ensemble des partis politiques de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, tous partis confondus, laissant ainsi les mains libres au gouvernement d'agir à sa guise.

Comme nous ne voulons rien avancer sans preuve, voici quelques extraits d'articles parus dans *Le Monde*.

Édition du *Monde* du 25 novembre 2005 :

*« Ils sont français, ils ont 16-17 ans, des pères ouvriers ou chômeurs, des mères plus ou moins débordées, des résultats moyens à l'école. Et ils sont, pour la grande majorité d'entre eux, inconnus de la justice. Les mineurs déferés dans le cadre des récentes violences urbaines en Ile-de-France ne correspondent pas au profil décrit par le ministère de l'intérieur, celui de "racailles" dont "80 %" seraient connus pour des faits de délinquance. »*

*« Mais éducateurs et magistrats soulignent qu'ils n'ont pas eu affaire, ces dernières semaines, au lot commun des mineurs présentés à la justice : il s'agit, cette fois, de jeunes rencontrant plutôt moins de difficultés familiales et davantage scolarisés. La majorité d'entre eux sont inscrits dans des formations professionnelles, souvent en apprentissage. »*

*« Le noyau dur des mineurs délinquants n'a pas été impliqué dans les émeutes, ou bien n'a pas été pris par la police. La direction de la PJJ de la Seine-Saint-Denis a constaté que ses foyers étaient restés très tranquilles. »*

Les lecteurs d'*Informations ouvrières* ont sans doute été surpris par le déchaînement de violence qui a secoué certaines banlieues ouvrières au mois de novembre 2005. Normal, puisque cet hebdomadaire traite toujours des mêmes sujets, ne s'intéresse et ne s'adresse qu'à une portion limitée des travailleurs, en règle générale les fonctionnaires, principalement ceux qui sont syndiqués, la soi-disant « élite » du mouvement ouvrier, les 90% restants des travailleurs n'étant pas jugés apte à la lutte des classes ou alors exceptionnellement. Si l'on ajoute que la plupart des militants du PT ne lisent que « leur » journal et dédaignent toute autre source d'information, on comprend leur désarroi, ce qui ne pouvait être le cas des dirigeants du PT et des rédacteurs d'*Informations ouvrières*. Argument gratuit ? Pas vraiment, en voici la preuve.

Édition du *Monde* du 3 novembre 2005 :

*« Les images d'émeutes urbaines qui se succèdent depuis la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ne constituent pas un simple accès de fièvre. Depuis le 1er janvier, près de 70 000 faits de violences urbaines ont été recensés en France. Ce chiffre apparaît dans le nouvel indicateur national géré par la direction centrale des renseignements généraux (DCRG), qui compile ses propres constatations sur le terrain avec celles de la sécurité publique, de la police judiciaire et de la gendarmerie. Loin d'être exhaustif, il donne toutefois une idée de la gravité du phénomène des incendies volontaires, des heurts avec les forces de l'ordre ou des rixes entre bandes. »*

Donc, le malaise qui couvait dans les banlieues ouvrières n'était pas nouveau. Il était donc possible à Stentor de rédiger un bref article conforme à la réalité des faits trois semaines après le début des émeutes, alors pourquoi a-t-il emboîté le pas aux médias aux ordres ?

Ces jeunes, fils ou filles d'ouvriers, paumés, désœuvrés, sans idéal ni avenir dont la très grande majorité est scolarisée, ne seraient-ils pas non plus nos propres enfants ? Doit-on déjà les considérer comme de la « racaille » tout juste bon à aller grossir le bataillon du lumpenprolétariat ? Sont-ils

condamnés dès l'âge de 11 ou 14 ans à finir leur vie en prison ? Est-ce le rôle d'un parti soi-disant ouvrier de les condamner et de les dénoncer à la vindicte populaire ?

Ou au contraire, les organisations de jeunesse, les partis politiques qui parlent au nom de la classe ouvrière et de la jeunesse ne devraient-ils pas investir ces quartiers pour tenter de redonner un idéal à ces jeunes, afin de donner un contenu politique à leur rejet de la société ? Faut-il encore avoir une perspective politique à leur proposer et y croire soi-même.

### **Informations ouvrières n°720 du 1<sup>er</sup> décembre intitulé : *Sainte Thèse, priez pour nous.***

On a affaire ici à une réécriture de l'histoire, à une mystification totale sur la nature réelle de l'engagement politique de Mitterrand.

« (...) *Dans les années 1970, Mitterrand, homme venant de la droite, va apprendre « à parler socialiste », selon l'expression de Guy Mollet, notamment en annonçant « la rupture avec le capitalisme ». (...) quand à Mitterrand, en 1983, il rompra avec... le socialisme. (...) »*

Donc, si on suit bien ce qu'écrit Stentor, Mitterrand homme de « droite » serait ensuite devenu « *socialiste* » avant de redevenir un homme de « droite ». On n'a pas rêvé, c'est bien ce qui est écrit, n'est-ce pas ?

Je vois déjà les lecteurs s'interroger : comment cela a-t-il été possible ?

En réalité, Mitterrand n'était pas un homme de « droite » comme les autres, ce n'était pas le premier venu. Ancien milicien, il a été ministre de l'intérieur au moment de la guerre d'Algérie, c'était une véritable ordure ne mâchons pas les mots. Un grand bourgeois plutôt qu'un bourgeois anodin.

Ainsi, il aurait suffi qu'il s'autoproclame « *socialiste* » pour que Stentor le croie sur parole. Étrange, non ? Vous lirez un peu plus loin que la totalité des dirigeants de l'OCI-PT le pensaient également.

Cela n'aurait-il rien à voir avec le soutien sans faille de l'OCI, puis le PCI jusqu'en 1983, au gouvernement de front populaire dirigé par Mitterrand ? L'OCI n'avait-elle pas refusé de présenter un candidat, appelant à voter dès le premier tour des présidentielles pour Mitterrand ? N'a-t-elle pas poussé la manipulation ou l'opportunisme jusqu'à prétendre en 1983 qu'un revirement de Mitterrand et du PS était encore possible ? Ne riez pas, c'est très sérieux.

Explications.

La direction de l'OCI (la même que celle qui dirige le PT) expliquait en 1981 qu'il fallait chasser Giscard et que le seul moyen était de réaliser l'unité sur le candidat de la « gauche » le mieux placé, Mitterrand en l'occurrence. C'était juste.

Aucun militant de l'OCI ne se faisait d'illusion sur le contenu du programme commun de « l'Union de la gauche » puisqu'il satisfaisait les intérêts du Mouvement des radicaux de gauche, un parti bourgeois faisant partie de cette coalition.

Aucun militant n'évoquait la « *rupture avec le capitalisme* » évoqué par Mitterrand, et repris 19 ans plus tard dans *Itinéraires* par Lambert-Gluckstein, parce qu'aucun militant de l'OCI n'y croyait, je le répète, sur une telle ligne politique nous aurions quitté l'OCI immédiatement par centaines.

On nous a expliqué aussi qu'il s'agissait de permettre aux masses de faire l'expérience d'un gouvernement dirigé par le PS et le PCF, afin que les travailleurs dégoûtés par leur politique se retournent ensuite vers l'OCI, ce qui aurait marqué le début ou l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France. C'était la fameuse ligne politique de l' « *imminence de la révolution* » prônée par Lambert. Sauf que les événements ne se sont pas du tout déroulés de cette manière là.

A cette époque là j'étais militant à l'OCI. A aucun moment nous n'avons évoqué en public ou lors des réunions de cellule, de rayon ou de secteur la théorie selon laquelle le PS aurait été à un moment ou un autre sur une ligne politique de « *rupture avec le capitalisme* », on peut même affirmer que les masses n'y croyaient pas non plus, la suite nous le prouvera, c'est une pure invention de Lambert-Gluckstein, ou alors, l'ensemble des cadres et militants de l'époque n'y ont prêté aucune attention, ce qui semble invraisemblable. A vrai dire, on se foutait pas mal de ce que racontait Mitterrand, nous militions alors 24/24 heures, nous laissions les fables de Mitterrand pour les médias. L'essentiel pour nous était de chasser Giscard, point.

Il faut préciser aussi qu'à cette époque, nous nous battions sur la base du *Programme de transition*, nous n'avions pas d'autre programme. Sur cette base, sur l'objectif de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et du combat pour le socialisme pour en finir avec le capitalisme, nous recrutions des militants par centaines, sans avoir à cacher dans notre poche notre programme et notre drapeau, ce qui n'est évidemment plus le cas au PT. C'est aussi sur cette base que nous nous adressions aux militants du PS et du PCF, notamment, et que nous en recrutions.

Après avoir liquidé le PCI qui était encore un parti révolutionnaire, les dirigeants du PCI-PT ont cru bon de créer de toutes pièces deux tendances socialiste et communistes, afin d'offrir une structure d'accueil aux militants de ces partis qui étaient susceptibles de rejoindre le MPPT-PT, sans rompre obligatoirement leurs liens avec leur ancien parti ; il est bien écrit dans l'encadré d'*Informations ouvrières* que le PT a été « fondé en 1991 par des militantes et des militants de toutes tendances du mouvement ouvrier », sans qu'ils aient à s'engager sur un programme particulier, puisque le MPPT-PT n'en avait pas, le *Programme de transition* étant réservé désormais exclusivement aux militants de la tendance communiste internationaliste.

Donc au lieu de laisser s'exprimer la démocratie au sein du PCI en acceptant l'existence de tendances combattant ensemble sur la base du *Programme de transition*, donc en conservant les bases d'un véritable parti révolutionnaire, les dirigeants du MPPT-PT décideront de brader et troquer leur programme pour une adhésion de principe sur la base de quatre points, dont un seul se rattache expressément au *Programme de transition*, l'abolition des institutions antidémocratique de la Ve République, les trois autres principes pouvant être largement partagés par n'importe quel militant du mouvement ouvrier, car il est évident qu'aucun militant du PS ou du PCF prétendrait ne pas adhérer à ces trois principes : reconnaissance de la lutte des classes, laïcité de l'école, et indépendance réciproque des partis et des syndicats.

Pour bien prouver encore que le PT n'est pas du tout un parti démocratique, il faut préciser que ces dirigeants ont empêché pendant près de 30 ans qu'il puisse se former des tendances au sein de leur organisation ou parti, excluant systématiquement tous les dirigeants, cadres ou militants qui auraient pu être tentés d'en constituer. Par contre lors de la liquidation du PCI et de sa transformation en MPPT, ils ont créé eux-mêmes les quatre tendances qui existent actuellement au PT.

C'est la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier que la direction d'un parti autoproclame la constitution de tendances qu'elle a constituées elle-même, afin d'interdire à tout militant d'en constituer une qui ne soit pas entièrement contrôlée par sa direction, c'est-à-dire, le tandem Lambert-Gluckstein.

En résumé : alors que l'OCI puis le PCI construisait un véritable parti révolutionnaire en France en recrutant des milliers de militants (Début 81, il y avait officiellement plus de 5 000 militants à l'OCI) sur la base d'un programme révolutionnaire, le *Programme de transition*, l'OCI et le PCI n'était pas une organisation ou un parti « ouvrier indépendant », mais un parti révolutionnaire, un parti bolchevik, les dirigeants du PCI-PT décideront de le saborder, se détournant résolument du contenu du *Programme de transition*, des principes de fonctionnement du parti définis par Lénine (qu'ils n'ont d'ailleurs jamais vraiment respectés, mais cela nous ne nous en apercevrons que bien plus tard, trop tard), pour laisser place à une politique réformiste d'adaptation progressive à l'ordre bourgeois, qui se traduira aussitôt par un soutien sans faille au gouvernement de front populaire dirigé par Mitterrand.

En réalité, est-il nécessaire de le rappeler ici, Mitterrand n'a jamais été un homme de « gauche » ou un « socialiste », alors pourquoi Stentor et plus largement les dirigeants du PT veulent-ils absolument nous le faire croire 24 ans plus tard ? Vous avouerez que la question ne manque pas d'intérêt et mérite qu'on s'y arrête.

Les origines de la politique actuelle du PT remontent à cette époque là.

Il s'est trouvé que dès 1981, au sein de l'OCI, au sein de sa direction pour être plus précis, un de ses plus fameux dirigeant, Stéphane Just, et quelques militants, se sont opposés à la ligne politique de la « démocratie » de Lambert. Ils considéraient que l'OCI allait trop loin dans son soutien à Mitterrand.

En 1983, la direction de ce qui était devenu entre temps le PCI expliquait que le gouvernement de front populaire se situait « à la croisée des chemins », renouvelant encore une fois ses illusions dans le gouvernement dirigé par Mitterrand.

Stéphane Just et ses camarades n'auront pas la possibilité de défendre leur position au sein de l'OCI, ils seront exclus suite à une machination montée directement par Pierre Lambert, digne de celle qui a été mise en œuvre contre le responsable de la fédération de l'Yonne du PT en mai 2005.

Le PCI organisation trotskyste sera liquidée par Lambert pour céder la place à un rassemblement hétérogène de militants intitulé *Mouvement pour un parti des travailleurs* (MPPT) comme nous venons de l'expliquer. Le programme de la révolution prolétarienne, le *Programme de transition* de la IVe Internationale sera remis au musée de l'histoire, ne faisant plus que l'objet de discussions à huis clos entre « trotskystes » au sein du courant internationaliste du PT.

De 1981 à février 2005, la direction du PT ne cessera jamais de nourrir des illusions dans le PS et le PCF et cela malgré le rejet de ces partis par les masses. Encore aujourd'hui, ils demeurent totalement incapables de caractériser avec précision ce que sont devenus ces partis. Avant-hier des partis ouvriers, hier des partis ouvrier-bourgeois, et aujourd'hui ? Hollande a dû s'expliquer sur ce point devant les journalistes à plusieurs reprises, et à chaque fois il a avoué que le PS n'avait plus aucune base ouvrière depuis belle lurette. Donc pour une fois, nous le croyons sur parole, le PS est bien devenu un authentique parti bourgeois, c'est notre point de vue.

Bien entendu, il n'est plus question pour le PT d'appeler à voter dès le premier tour pour un candidat du PS. Ce sont les courants « socialiste » et « communiste » du PT qui ont pris le relais, en exhortant ces partis à redevenir ce qu'ils étaient il y a près d'un siècle, comme si l'histoire depuis le 4 août 1914 n'avait pas eu lieu, comme s'ils n'avaient jamais été au pouvoir, etc.

A défaut de pouvoir faire disparaître, afin de pouvoir rendre « acceptable » leur soutien larvé aux appareils du PS et du PCF, le plus souvent à travers leur collusion avec les appareils des syndicats, les dirigeants du PT ont absolument besoin d'une caution historique, aussi bien pour leur soutien passé que présent. C'est la raison pour laquelle Mitterrand doit à tout prix être présenté comme un « *socialiste* », même d'un jour, comme le PS doit obligatoirement être présenté comme ayant encore un lien avec la SFIO de Jaurès et Guesde, ou le PCF avec le parti qu'il était avant de sombrer dans le stalinisme, car sinon, toute leur stratégie mise en place depuis la liquidation du PCI comme parti révolutionnaire s'écroulerait comme un château de cartes, elle n'aurait plus aucune raison d'être.

Maintenant, je comprends parfaitement que des camarades n'acceptent pas que l'on puisse dire que le PT soutient les appareils, parce que *Informations ouvrières* ne cessent de les critiquer avec virulence, etc., le sujet suivant vous en convaincra, si celui-ci n'est pas suffisant. Entre ce qu'on dit et ce qu'on fait, il y a souvent un écart considérable que l'on ne voit pas forcément au premier coup d'œil. Il ne s'agit pas de ne considérer qu'une partie de la politique du PT qui s'exprime à travers certains articles et dont nous partageons assez souvent la teneur, mais de la totalité de la politique mise en œuvre par le PT qui s'exprime à travers la totalité des actions, articles, déclarations, tracts, et publications du PT, et dont certains illustrent très bien les illusions que le PT nourrit encore dans le PS, le MRC et le PCF, notamment.

On ne peut pas déterminer la politique suivie par un parti en prenant pour référence une partie de son programme, de ses engagements politiques, de ses déclarations, etc., et laisser tout le reste de côté parce qu'il ne nous plaît pas ou nous dérange, il faut aller au bout des choses, sinon on raconte n'importe quoi, on peut se faire manipuler facilement.

Si cet argument ne vous convient pas, alors pourquoi ne faites-vous pas la même chose vis-à-vis de la LCR ou de LO ou d'autres groupes qui se réclament du trotskysme ? Seraient-ils moins fréquentables que les ordures qui dirigent le PS et le PCF, les élus de ces partis qui conservent soigneusement la carte alimentaire de leur parti dans leur poche ?

En conclusion : Il s'agit là évidemment d'une mystification de grande envergure, puisqu'elle repose sur une réécriture de l'histoire, indispensable afin de permettre à la politique menée par les dirigeants du PT de s'y intégrer et de la justifier par la même occasion.

## **Informations ouvrières n°723 du 22 décembre intitulé : Vers une démocratie d'implication**

Seconde falsification. Elle concerne l'histoire du mouvement ouvrier.

Stentor écrit : « (...) *La vérité oblige à dire qu'en 1968, il n'y a pas eu « accord », mais un simple constat, dit de Grenelle. C'était déjà le cas en 1936 s'agissant des rencontres de Matignon.* (...) »

Encore une fois, non vous ne rêvez pas, les mouvements révolutionnaires de juin 36 et de mai 68 n'ont pas été trahis, n'ont pas été liquidés, ne se sont pas terminés par des accords signés entre les représentants de l'État bourgeois et des partis ouvriers, mais par un simple « *constat* ».

Hallucinant et navrant à la fois!

Voilà encore une réécriture de l'histoire qui nous ramène au sujet précédent, puisqu'elle est guidée par les mêmes motivations, le même objectif : redorer le blason des partis traités du mouvement ouvrier, les rendre acceptables en gommant au passage leurs pires trahisons.

Maurice Thorez, le secrétaire général du PC, lançait aux travailleurs en 1936 : « *il faut savoir terminer une grève* ». Comment appelle-t-on cela ? Une trahison.

En réalité, quel fut le contenu des accords de Matignon ? Accorder des avantages substantiels à la classe ouvrière, en échange de quoi, nous (le SFIO-PC-CGT) liquidons la grève générale, nous sauvons l'essentiel, c'est-à-dire, la propriété privée des moyens de production, le système capitaliste.

Stentor, en expliquant qu'il n'y a pas eu « *accord* » mais un « *constat* », veut faire reporter la défaite de ces deux mouvements révolutionnaires sur l'ensemble des travailleurs, laissant entendre que si ces mouvements n'ont pas été jusqu'à leur terme, jusqu'à la prise du pouvoir, ce n'est pas parce que les appareils du mouvement ouvrier les ont trahis, mais parce que les travailleurs n'étaient pas prêts à aller plus loin, les pauvres dirigeants de la SFIO et du PCF n'y étaient pour rien, car eux ils n'ont fait que « *constater* » cet état de fait.

Franchement, pouvait-on imaginer pire falsification de l'histoire du mouvement ouvrier ? Et Stentor prétend parler au nom de la « vérité », il y en a décidément que la honte n'étouffe pas !

Vous cherchiez encore de quelles manières le PT soutenait les appareils ? Vous avez la réponse.

Question : Comment la rédaction d'*Informations ouvrières*, son « *comité de lecture* », le bureau national, le comité directeur, bref, la totalité des instances, des dirigeants et des cadres du PT ont-ils pu laisser passer un tel article et bien d'autres, sans réagir ? Pas un militant du PT n'a réagi non plus ? Au passage, cela en dit long sur le niveau théorique des militants du PT et leur connaissance de la lutte des classes du passé, nous le disons sans aucune animosité envers les militants du PT évidemment, puisque nous pensons qu'ils sont tout simplement manipulés.

Notre réponse : Vous avez lu dans l'affaire des exclus de l'Yonne du PT, que pour Gluckstein, lorsque des militants doivent se prononcer sur un texte, une abstention à valeur de vote contre et suffisait à entraîner l'exclusion d'un militant. Donc, au sein du PT, sauf avis contraire exprimé par sa direction, lorsque cela n'en vaut pas la peine, il ne peut y avoir qu'un vote unanime sur un texte, toute abstention ou vote contre se terminant par l'exclusion du contestataire.

Rien d'étonnant à partir de là que les dirigeants du PT puissent se permettre d'écrire et de dire n'importe quoi, puisqu'ils sont à la fois juges et parties de leurs décisions.

Nous avons cru bon de rétablir un certain nombre de faits qui prouvent manifestement que le PT ne se contente pas de ne pas faire ce qu'il dit et de ne pas dire ce qu'il fait, mais qu'au-delà, sa dégénérescence tend à en faire de plus en plus un instrument contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie, notamment à travers des articles où l'histoire du mouvement ouvrier est réécrite pour satisfaire les intérêts exclusifs de quelques dirigeants, de l'appareil du PT, aux dépens de ceux des militants du mouvement ouvrier.